



ENSEMBLE A GAUCHE

LE JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE - SECTION DU CANTON DES ANDELYS

Mars 2009 - N°1

Editorial



*Par Martine Seguela,
secrétaire de la section
PS du canton des Andelys.*

J'ai été élue en novembre 2008 secrétaire de la section du PS du canton des Andelys. Le nouveau bureau de la section se compose de Christophe Bonnevault, secrétaire adjoint Etienne Fournier, trésorier et Jacques Lebon, trésorier adjoint.

Avec les militants de la section, nous avons décidé de faire des réunions bimensuelles de notre section au cours desquelles nous abordons l'actualité nationale et locale, puis nous débattons sur un sujet qui nous tient à cœur.

Pourquoi sommes-nous socialistes ?

- pour proposer des solutions différentes face à la crise, accordant plus d'importance aux salariés,
- pour lutter aux côtés des salariés qui défendent leur emploi et contre un politique trop proche des banques et des patrons,
- pour défendre un service public de qualité que ce soit dans les hôpitaux ou à l'école,
- pour rester vigilants face aux réformes institutionnelles de la République et plus particulièrement celles des collectivités territoriales,
- pour défendre la liberté d'expression dans un pays où le pouvoir cherche de plus en plus à museler les médias,
- pour construire une Europe sociale plus proche des citoyens.

Le parti socialiste est un parti de gouvernement et une force de propositions qui ouvre d'autres voies politiques économiques et sociales.

Les salariés d'Holophane dans la rue



Le 6 mars 2009, plus de cinq cents personnes étaient dans la rue aux Andelys. Les salariés d'Holophane, et les syndicats unis défendaient leurs emplois et leur avenir, soutenus par les habitants et les élus de la ville. Les commerçants, en signe de solidarité, avaient baissé leurs rideaux.

En effet le chômage partiel, le passage au 5/8 et 55 licenciements pèsent sur cette entreprise qui est un des poumons industriels des Andelys. Un plan de refinancement de 7.5 millions d'euros tente de relancer l'activité mais pour combien de temps ? Les impératifs liés à ce plan sont de faire tourner l'entreprise sur huit lignes de production au lieu de six aujourd'hui. Pour cela, il faut des commandes. C'est le seul moyen de sauver l'entreprise. Pendant ce temps-là, chacun s'interroge sur son avenir. Un plan social maintenant et dans six mois ? L'angoisse monte.

Madame Dael, maire des Andelys, soutient avec ses conseillers l'action des syndicats et des employés. Elle sait combien pour les familles ces licenciements et cette attente sont insupportables. En discutant avec les syndicalistes, on sent tout de suite que la tension grandit. D'ailleurs, souvenons-nous que depuis 1981 nous n'avions pas vu de manifestations des salariés d'Holophane. Il faut donc que les salariés se sentent menacés pour exprimer ainsi leur colère.

Monsieur Sarkozy, combien de temps encore resterez-vous sourd au malaise de nos concitoyens ? 200 euros pour les bas salaires en Guadeloupe et pourquoi pas 500 euros dans toute la France comme nous le proposons ? Souciez-vous un peu plus des salariés, monsieur le Président, ce sont eux aussi qui font la France !

Agir vraiment contre la crise

Alors que notre pays traverse la crise la plus profonde depuis la Seconde guerre mondiale, Nicolas SARKOZY parle beaucoup mais ne propose aucune mesure efficace. Pendant ce temps-là, la France s'enfonce dans la crise.

Le chômage explose et le pouvoir d'achat recule. Pour agir face à la crise, les socialistes proposent un plan massif et équilibré permettant de relancer le pouvoir d'achat et la consommation, de protéger les salariés et de relancer l'investissement. Retrouvez l'intégralité de nos propositions sur le site

www.agirvraimentcontrelacrise.fr

Appel à la manifestation le 19 Mars à 14H30 au Bel Ebat à Evreux

La section des Andelys du Parti Socialiste se joint aux organisations syndicales CFTC, CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA qui appellent les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications:

- défendre l'emploi privé et public,
- lutter contre la précarité et les dérèglements économiques et sociales,
- exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

Notre démocratie menacée

Les bases de notre démocratie sont inscrites dans la constitution de la Vème République. Elles reposent sur un double principe : l'égalité de tous devant la loi et la séparation des pouvoirs qui régissent la Nation. Quelles que soient vos richesses, la couleur de votre peau, votre origine géographique, vous devez respecter les mêmes règles. Tout manquement à cette injonction constitue une négation de nos principes républicains. Le fonctionnement harmonieux de nos institutions repose sur l'existence de trois pouvoirs séparés, en principe rigoureusement indépendants les uns des autres. On a vu monter en puissance, avec le développement technique, un quatrième pouvoir, dont l'action est déterminante dans notre existence, celui des médias. Comment l'actuel Président de la République, Monsieur Nicolas Sarkozy, démocratiquement élu par le peuple, respecte-t-il dans sa pratique politique quotidienne ces grands principes ? Au Parlement, députés et sénateurs, élus comme le Président par la droite et l'extrême-droite de ce pays, en dépit de quelques gestulations épisodiques, finissent toujours par avaler leur chapeau. Elus pour obéir, ils obéissent. C'est leur affaire. Au gouvernement, on ne vous connaît que si vous êtes chouchou du président. Les membres du gouvernement sont épiés, surveillés, guidés par une armée de conseillers qui coûtent une fortune à la collectivité. Ces personnalités n'ont aucune légitimité. Ils s'expriment à la place des ministres, les humilient à l'occasion. C'est une véritable dérive de la démocratie.

Notre omni-président s'occupe de tout, décide de tout. Curieusement, quand le sujet est grave, il disparaît. Comment a-t-il pu garder le silence pendant un mois face au drame de la Guadeloupe ? Personne ne lui conteste la nécessité de réformer intelligemment le pays. Il annonce d'entrée de jeu sans la moindre concertation sérieuse, une réforme. Avec une telle méthode il se heurte à un mur d'incompréhension. Si les manifestations sont importantes il renonce provisoirement, nomme un médiateur ou une commission et plusieurs mois après, de préférence l'été, il ressort son projet. Sa méthode pour réformer est anti-démocratique et dépourvue de toute habileté pédagogique. On ne réforme pas en profondeur un pays en trompant les citoyens. La véritable habileté politique, c'est l'explication, c'est la franche concertation. C'est tout le contraire, c'est-à-dire le passage en force, qu'on choisit Madame Dati à la justice, Madame Pécresse, à la recherche, Monsieur Darcos à l'Education Nationale. Qu'ils ne soient pas surpris, dans ces conditions, de faire l'unanimité contre leurs projets !

L'influence du pouvoir, chaque jour grandissante, constitue certainement, aujourd'hui, la plus grande menace qui pèse sur les médias. Le Président est l'ami personnel de la plupart des propriétaires des grands journaux et des chaînes de télévision privées. Avec la complicité de ses amis politiques, il vient de s'arroger le droit de nommer et de révoquer les directeurs de chaînes publiques de télévision et de radio. Jusqu'où ira sa mainmise sur tout ce que le pays compte comme moyens d'information des citoyens ? Aujourd'hui, quelques journalistes courageux, attachés à la déontologie de la profession, faite d'honnêteté et d'impartialité, résistent. Qu'en sera-t-il quand nous serons en période électorale ?

Non, Monsieur Sarkozy, vous ne pouvez pas, à ce point, vous éloigner des principes fondamentaux de la démocratie française. Vous pratiquez là un jeu dangereux qui n'a rien à voir avec la crise économique et financière !

Où va l'école publique ?

Que ce fut difficile d'écrire cet article tant le ministre de l'Education Nationale hésite. Au début de cette année scolaire :

- les RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté) étaient jugés inefficaces et 11000 postes allaient être supprimés sur 3 ans (dont 3000 dès la rentrée 2009),
- le ministre se demandait, devant la commission des finances du Sénat, en parlant de l'école maternelle s'il était vraiment nécessaire de faire passer des concours bac +5 à des personnes dont la fonction allait être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches,
- la réforme du lycée général allait être appliquée dès la rentrée 2009, et les BEP disparaissaient,
- 13500 suppressions d'emplois étaient programmées pour la rentrée 2009 dans l'Education Nationale.

A l'heure où nous écrivons ces lignes :

- 1500 postes de RASED seront effectivement supprimés, et 1500 autres postes seront sédentarisés... 9500 postes de RASED sont donc provisoirement préservés. Aurait-on entendu les parents et les enseignants ?
- dans un guide papier, intitulé « Votre enfant à l'école maternelle », édité à 2 800 000 exemplaires, le ministre fait une véritable déclaration d'amour à l'école maternelle où il parle d'une école à part entière et pas d'une simple structure d'accueil. Dans ce même document, en lisant entre les lignes on y voit l'affirmation de la scolarisation des enfants possible dès l'âge de deux ans,
- la réforme du lycée général est reportée d'un an,
- les BEP sont supprimés et les bacs professionnels se font en trois ans. Mais est-ce que l'on s'est interrogé sur la réussite des élèves dans un système d'apprentissage plus court ?
- les 13500 suppressions d'emplois sont encore à l'ordre du jour... peut-être la seule véritable politique qui guide l'action du ministre est celle de l'économie des moyens.

Bref, les mobilisations payent, et celui qui déclarait qu'il ne serait pas le ministre de l'hésitation nationale est maintenant en pleine hésitation. Mais soyons vigilants car ces réformes reviendront. Notre système éducatif a besoin de réformes, mais réformer cela ne veut pas dire uniquement faire des économies. Pour nous, réformer c'est mettre en place de véritables politiques éducatives pour que chacun puisse se construire et s'épanouir tout au long de sa scolarité.

Contact

Nom:
Prénom:
Adresse:
.....
Tél:
Email:
[] souhaite prendre contact avec le Parti Socialiste
[] souhaite adhérer au Parti Socialiste
A renvoyer à: Fédération de l'Eure du Parti Socialiste
65 rue Joséphine 27000 Evreux